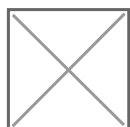


Vingt questions (et réponses) sur la Palestine/Israël : guide politique pour les responsables élus

Description

Par George Bisharat, le 18 novembre 2021



Introduction

Le gouvernement étatsunien est un élément clé du traitement discriminatoire du peuple palestinien par Israël. La liberté, la sécurité et l'égalité des droits des Palestiniens devraient être une préoccupation naturelle pour les responsables élus.

Depuis plus de soixante-dix ans, Israël a déplacé de force les Palestiniens hors de leurs terres, a refusé aux Palestiniens leurs droits au retour, a maintenu un régime de privilèges pour les Juifs, s'apparentant à de l'apartheid, dans pratiquement tous les domaines de la vie, et a exilé, tué, emprisonné, puni collectivement et torturé les Palestiniens qui ont résisté à la politique d'Israël.

Tous les ans depuis 2016, les États-Unis ont donné 3.8 milliards de dollars (3,3 milliards \$) de financement militaire à Israël, malgré le classement mondial de ce pays dans le top 20 du revenu par habitant. Tout aussi important, les États-Unis bloquent systématiquement les tentatives pour tenir Israël comptable de ses crimes, que ce soit aux Nations Unies ou ailleurs. Le manque de responsabilité pour la conduite abusive et illégale d'Israël est un défi porteur de la paix dans la région et la légitimité du droit international et aux institutions.

Israël a exploité sa supériorité militaire, y compris son important arsenal nucléaire, pour envahir et occuper ses voisins. Alors que ce guide se focalisera principalement sur le mauvais traitement des Palestiniens par Israël, les responsables élus devraient également se préoccuper du rôle qu'Israël joue à la fois dans la région et dans le monde, y compris son rôle de pourvoyeur de maintien de l'ordre militarisé, de logiciels-espions et autres instruments de surveillance et de répression. En attendant, les associations pro-israéliennes ont fait avancer dans 33 États des États-Unis des lois qui violent les droits de notre Premier Amendement à manifester pacifiquement contre la politique d'Israël.

Notre aide inconditionnelle au régime d'apartheid d'Israël génère de l'hostilité contre nous et du cynisme face à nos tentatives pour prendre la tête dans d'autres zones cruciales de politique étrangère, spécifiquement pour défendre les droits de l'homme ou promouvoir la démocratie à l'étranger, et à stabiliser le Moyen Orient tout entier.

Ce guide est destiné à aider à éclairer la fois l'histoire et la dynamique actuelle d'Israël/Palestine et à aider à traiter les questions les plus courantes qui émergent sur ce sujet en se fondant sur des principes.

1. Le « conflit israélo-palestinien » : Est-ce une façon juste et correcte de formuler le sujet ?

Pas vraiment. « Conflit » implique un semblant de parité entre deux parties ou plus dans un litige. Mais ce n'est pas la façon dont nous décrivons généralement une rencontre dans laquelle une partie très puissante inflige de violents dommages à une autre, victime presque sans défense. Si cette victime résiste désespérément, même violemment, à cette agression, nous n'appelons pas cela un « conflit », même si les deux utilisent la violence.

Israël est une superpuissance militaire régionale dotée de l'arme nucléaire, avec une économie forte et un soutien substantiel des pays du Nord. Les Palestiniens sont un peuple dépourvu d'un État fonctionnel et sans aucune armée officielle. Comme cela nous a été rappelé avec le bombardement de mai 2021 sur Gaza, Israël exploite régulièrement son énorme avantage en termes de puissance pour infliger de façon disproportionnée mort et destruction aux Palestiniens et à leurs ressources.

2. Si ce n'est pas un « conflit », qu'est-ce que c'est ?

Israël mène une guerre coloniale de peuplement pour remplacer, par la force et la violence, la population palestinienne autochtone par des colons. Comme tous les peuples confrontés au colonialisme de peuplement, les Palestiniens ont résisté à leur remplacement par absolument tous les moyens à leur disposition.

Les prétentions israéliennes d'anciennes attaches religieuses à la terre ne changent pas le fait que le sionisme, mouvement pour la création d'un État juif en Palestine, a adopté des idées et des méthodes coloniales dans la réalisation de son objectif. Comme d'autres colonisateurs, Israël a justifié sa guerre coloniale de peuplement sur les Palestiniens en se présentant comme un défenseur de la démocratie libérale et en présentant la résistance palestinienne comme primitive et barbare.

3. Qui sont les Palestiniens et où vivent-ils aujourd'hui ?

Les Palestiniens sont le peuple arabe indigène de Palestine, ainsi que leurs descendants, qui représentent aujourd'hui une population estimée à 13 millions de personnes.

Environ 6.8 millions de Palestiniens vivent en Israël et dans les territoires palestiniens qu'il a occupés en 1967, à égalité avec le nombre de Juifs israéliens qui y vivent. 1.9 million sont citoyens d'Israël, environ 2 millions vivent dans la Bande de Gaza (dont 70 % de réfugiés expulsés d'Israël) et environ 2.9 millions en Cisjordanie.

D'autres grandes concentrations de Palestiniens vivent en Jordanie, en Égypte, en Syrie et au Liban. Un plus petit nombre de Palestiniens vivent dans des pays arabes plus lointains, ou encore plus loin en Occident et ailleurs, dont aux États-Unis.

4. Comment les Palestiniens en sont-ils arrivés à être aussi dispersés ?

Au milieu du 19^{ème} siècle, la Palestine parlait essentiellement arabe et n'avait que quelques minorités ethniques ; environ 85 % de ses résidents étaient musulmans, 11 % chrétiens et 4 % juifs.

La démographie a commencé à changer rapidement au cours du Mandat britannique (1923-1948), alors que les Britanniques soutenaient l'objectif du mouvement sioniste d'établir un État juif en Palestine contre la volonté exprimée de la majorité de la population palestinienne.

Vers 1948, la population juive, principalement émigrée d'Europe, a atteint 1/3 de la population totale. Contre l'opposition résolue des Palestiniens, l'Assemblée Générale des Nations Unies a recommandé la partition de la Palestine en un État juif et un État palestinien. Les Palestiniens représentaient encore l'énorme majorité de la population et possédaient bien plus de 90 % de la terre.

Le plan de partition de l'ONU n'a jamais été appliqué. Au lieu de cela, les autorités britanniques ont annoncé leur intention de se retirer de Palestine, déclenchant une guerre civile.

Les milices juives sionistes étaient bien armées et entraînées et ont lancé une campagne de terreur dans les mois qui ont précédé la déclaration d'indépendance en mai 1948. A Deir Yassine, village situé près de Jérusalem, plus d'une centaine d'hommes, de femmes et d'enfants ont été massacrés par les milices sionistes.

750.000 Palestiniens réfugiés à la suite de cette campagne de terreur à 1/4 de la population arabe ont fui vers les pays arabes environnants ou vers les parties de la Palestine qui tombaient sous le contrôle de deux pays arabes : la Jordanie dans le cas de la Cisjordanie, et l'Égypte dans le cas de la Bande de Gaza. Des milliers d'autres ont été déplacés à l'intérieur.

En 1967, Israël a occupé la Cisjordanie et la Bande de Gaza (ainsi que la Péninsule du Sinaï en Égypte et les Hauteurs du Golan en Syrie), expulsant à nouveau des centaines de milliers de Palestiniens, dont certains pour la deuxième fois. Israël a rapidement annexé Jérusalem Est, y faisant vivre sa propre loi, mais a mis en place des gouvernements militaires en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza.

Les Palestiniens ont dès l'origine appelé la destruction de leur société et les expulsions massives de 1948 à « la Nakba », ou « Catastrophe ». Parce que les déplacements forcés des Palestiniens par Israël n'ont jamais pris fin, les Palestiniens ont pris l'habitude de se référer à leur expérience comme à une « Nakba continue ».

5. Qu'entendent les Palestiniens par droit au retour ?

D'après le droit coutumier international, les réfugiés ont le droit de retourner dans leurs maisons et leur patrie, quelles que soient les circonstances de leur fuite initiale, et de bénéficier de la restitution de leurs biens. Ce droit a été affirmé pour les réfugiés palestiniens en 1949 par la Résolution 194 de l'Assemblée Générale des Nations Unies, et a été réaffirmé depuis de multiples occasions.

Et pourtant, Israël a transmis les maisons, les entreprises, les champs et les biens personnels des réfugiés palestiniens des colons juifs, et a rasé jusqu'à 600 villages palestiniens. Israël a repoussé violemment toutes les tentatives des Palestiniens pour retraverser les lignes de l'armistice, en tuant des milliers dans les premières années de l'État et des centaines d'autres dans la récente Grande Marche du Retour qui a débuté à Gaza en 2018.

Alors qu'un Juif de n'importe où dans le monde peut immigrer en Israël, les Palestiniens sont toujours empêchés de retourner. Israël viole de droit au retour tous les jours en continuant d'interdire leur pays natal aux Palestiniens.

Pour les Palestiniens, la Nakba originelle et les déplacements forcés qui s'en sont suivis depuis 1948 représentent l'injustice essentielle dont ils ont souffert entre les mains d'Israël. Les responsables élus devraient suivre l'exemple du commentateur juif américain Peter Beinart, sans oublier des dizaines d'orateurs palestiniens avant lui, et insister pour que le droit au retour des Palestiniens soit justement traité.

6. Pourquoi le terme « apartheid » est-il pertinent pour décrire la domination actuelle d'Israël sur les Palestiniens ?

L'apartheid apparaît quand un régime institutionnalisé est conçu afin de permettre à un groupe racial d'en dominer un autre et s'impose par des actes inhumains. Il est considéré comme un crime selon le droit international.

Comme documenté par Human Rights Watch, ceci est vrai du régime qu'Israël impose à tous les Palestiniens, quelles que soient les différentes méthodes de domination qu'il emploie sur les populations palestiniennes, en Israël même, dans la Bande de Gaza, en Cisjordanie et à Jérusalem Est.

La domination d'Israël sur les Palestiniens a été décrite comme de l'apartheid par l'avocat de la liberté et icône sud-africain Desmond Tutu, l'ancien président américain Jimmy Carter, et deux des plus importantes organisations israéliennes de défense des droits de l'homme, Yesh Din et B'Tselem.

Les députés au Congrès des États-Unis, Alexandria Ocasio-Cortez, Betty McCollum, Rashida Tlaib et Ilhan Omar ont toutes fait référence à l'apartheid israélien. Un sondage de juillet 2021 de l'Institut de l'Électorat Juif indique que 25 % des Juifs américains sont d'accord pour dire qu'Israël pratique l'apartheid, et 34 % pensent que le traitement des Palestiniens par Israël est semblable au racisme aux États-Unis. Des Juifs israéliens se sont eux aussi exprimés en opposition au caractère d'apartheid de leur gouvernement.

Nous devrions encourager la tenue d'audiences du Congrès sur ces allégations crédibles d'apartheid israélien.

7. Qui sont les citoyens palestiniens d'Israël et quels droits ont-ils ?

Les citoyens palestiniens d'Israël, appelés « Arabes israéliens » par l'État, sont ceux qui ont échappé à l'expulsion en 1948 et leurs descendants et qui représentent maintenant approximativement 20 % de la population totale d'Israël.

La majorité juive d'Israël est estimée à 75 % et est le résultat du nettoyage ethnique de la Palestine en 1948 et du déni continu du droit au retour des réfugiés palestiniens jusqu'à aujourd'hui.

Israël s'est emparée des terres des réfugiés palestiniens qui ont fui à l'étranger et de beaucoup de ceux qui sont restés à l'intérieur de ses frontières dans les premières années de son indépendance. Mais les déplacements forcés continuent dans le Désert du Naqab (Néguev) et ailleurs. Israël a construit quelque 900 villes pour les colons juifs depuis sa création et pratiquement aucune pour ses citoyens palestiniens.

Les citoyens palestiniens d'Israël ont le droit de vote, se présentent aux élections législatives, exercent des fonctions dans le système judiciaire et exercent diverses professions. Pour la toute première fois, un parti politique palestinien indépendant a rejoint la coalition de gouvernement au pouvoir en 2021.

Mais, comme à l'époque de Jim Crow aux États-Unis, toute une variété de lois, de politiques et de pratiques officieuses assure que les citoyens palestiniens restent politiquement sans responsabilités. Le logement en Israël est presque entièrement ségrégué, condition rendue possible par le droit israélien, avec les comités israéliens d'admission dans les villes, appréciant « l'aptitude sociale et culturelle » des candidats (code qui permet d'exclure les citoyens palestiniens d'Israël de quartiers à prédominance juive). L'éducation est séparée et inégalitaire.

En 2018, Israël a voté la Loi sur l'État Nation du peuple juif. Cette loi consacre l'affirmation selon laquelle seule la population juive a droit à l'autodétermination nationale sur la « Terre d'Israël », retire à l'arabe sa qualité de langue nationale de l'État et fait de la colonisation juive une valeur nationale. En d'autres termes, le système juridique d'Israël non seulement n'a pas d'équivalent à la clause de protection du Quatrième Amendement de la Constitution américaine, mais sa loi officialise la suprématie juive.

Cette législation raciste est qu'une des 65 lois israéliennes qui discriminent explicitement les Palestiniens ou privent les Juifs, d'après Adalah, Centre Juridique pour les Droits de la Minorité Arabe en Israël.

Un « État juif démocratique » est tout aussi contradictoire qu'un « État Blanc démocratique » ou qu'un « État chrétien démocratique ». Les responsables élus devraient insister pour qu'Israël s'emploie à préparer un avenir dans lequel il deviendrait un État de tous ses citoyens, pas seulement des Juifs.

8. À quoi ressemble la vie dans la bande de Gaza ?

La bande de Gaza est un territoire palestinien densément peuplé, entouré par Israël, la Méditerranée et l'Égypte, peuplé d'environ 2 millions de Palestiniens dont la moitié sont des enfants de moins de 18 ans, vivant tous dans un espace qui fait moins du 1/8^{me} de la taille de l'État du Rhode Island. Environ 70% sont des réfugiés ou des descendants de réfugiés chassés d'Israël à partir de 1948.

En 2007, lorsque le mouvement de résistance islamique, Hamas, prit le pouvoir à Gaza, Israël a imposé un siège étouffant, empêchant les Palestiniens d'aller et venir à partir de Gaza sauf s'ils obtenaient un permis israélien difficile à avoir ; Israël a interdit les échanges commerciaux avec le monde extérieur.

Israël tire régulièrement sur les bateaux de pêche palestiniens au large des côtes de Gaza et sur des individus à proximité de la clôture qui sépare Israël de Gaza dans les années 1990. Cet espace comprend quelques-unes des terres agricoles les plus riches de Gaza, aussi les agriculteurs palestiniens risquent leur vie simplement en essayant d'en tirer un revenu pour leurs familles.

Ce sont quelques-unes des raisons qui font que les Nations Unies considèrent que Gaza est sous occupation israélienne, même après le retrait par Israël de ses colonies en 2005. Israël contrôle aussi l'essentiel du réseau électrique et du registre de la population à partir duquel tout l'état civil est établi par le gouvernement.

Parfois, le Hamas ou d'autres groupes armés palestiniens ont répondu aux attaques israéliennes et à d'autres provocations par des tirs de mortier ou de missiles non guidés ou par des lancers de ballons incendiaires portés par le vent vers des champs entretenus par Israël.

En mai 2021 par exemple, alors qu'Israël s'apprêtait à déplacer des familles palestiniennes du quartier de Sheikh Jarrah à Jérusalem Est et à réprimer durement des manifestants palestiniens dans la ville, le Hamas a lancé un tir de missiles ininterrompu sur Israël.

Les roquettes palestiniennes non guidées sont, par nature, indiscriminées et ont causé peur et chaos en Israël et également moins de cent morts au cours des vingt dernières années. Les ballons incendiaires ont causé quelques dommages à des terres cultivées et à des réserves naturelles.

Israël, qui a des capacités de ciblage hautement sophistiquées et de multiples moyens d'envoi à distance, dont des avions, des drones et une artillerie à longue portée, a délibérément et de façon disproportionnée attaqué des civils et des infrastructures civiles à Gaza, tuant des milliers de gens, dont des hommes et femmes âgés et de nombreux enfants. Les Israéliens désignent communément ces assauts périodiques sur la bande de Gaza, par « tondre le gazon ».

Aujourd'hui, 97% de l'eau de Gaza sont impropres à la consommation humaine et 80% des Palestiniens de Gaza souffrent de coupures chaque jour. Le système de santé gravement endommagé ne peut non plus répondre aux besoins des Palestiniens et Israël empêche franchement les patients de quitter Gaza à la recherche de soins vitaux. Le chômage à Gaza avoisine les 50%, et le taux de pauvreté dépasse 50%.

Les États-Unis doivent insister pour qu'Israël mette fin à son siège cruel et inhumain sur Gaza, qui a transformé cet espace en une prison à ciel ouvert pour ses deux millions d'habitants palestiniens.

9. La vie des Palestiniens de Cisjordanie est-elle différente ?

Oui et non.

Tandis qu'Israël a retiré ses colons de Gaza en 2005 et a, depuis, traité Gaza comme une « entité hostile » (alors même qu'il y maintient un contrôle effectif de l'extérieur), la Cisjordanie, dont Jérusalem Est, est le lieu où le colonialisme de peuplement poursuit sa progression et où les Palestiniens sont perpétuellement soumis au déplacement en faveur de colons juifs sous la contrainte des armes.

Israël régit sur la Cisjordanie depuis 1967 avec un gouvernement militaire durement et violemment répressif. Cette réalité fondamentale n'a pas significativement changé pendant le soi-disant « processus de paix ». Tandis que les médias étatsuniens ont tendance à faire état de la « violence » dans la région en poussées périodiques lorsque des vies juives sont menacées, pour les Palestiniens, la violence du gouvernement militaire israélien est une expérience quotidienne constante.

Les Accords d'Oslo des années 1990 ont divisé la Cisjordanie en trois catégories : zones A, B et C. La zone C comprend 60% de la Cisjordanie, où Israël maintient un contrôle total. La zone B comprend 22% du territoire, où l'Autorité Palestinienne (AP) exerce le pouvoir municipal tandis que la sécurité est gérée par Israël. La zone A représente 18% de la Cisjordanie et comporte principalement des centres urbains palestiniens dans lesquels l'AP gère les affaires municipales et la sécurité intérieure.

Israël contrôle aussi les frontières, l'espace aérien, les fréquences électromagnétiques de toutes ces zones et, en pratique, il a attaqué et arrêté des Palestiniens en zone A à volonté.

Les déplacements forcés pour établir des colonies juives se produisent de façons variées, certains formels et autorisés en droit israélien, d'autres simplement par la violence brute aux mains des colons juifs israéliens et d'autres encore par une combinaison d'autorité de l'État et de violence privée israélienne agissant conjointement. L'organisation israélienne B'tselem a dénombré plus de 200 colonies israéliennes en Cisjordanie, dont 131 sponsorisées par l'État et 110 autres illégales, même au regard du droit israélien. En fait, toutes les colonies israéliennes sont des crimes de guerre en droit international.

C'est aussi en Cisjordanie que l'apartheid israélien est le plus visible. Les colons juifs relèvent du droit civil israélien et de l'administration civile; les Palestiniens sont soumis aux règles militaires draconiennes qui bannissent les possibilités d'association et d'expression appliquées par des tribunaux militaires, dont les taux de condamnation sont proches de 100%. Les colons juifs votent aux élections israéliennes ; les Palestiniens n'ont pas de voix politique dans le seul gouvernement qui ait un réel pouvoir sur leurs vies.

Les colons juifs vivent dans des localités sécurisées et se déplacent rapidement entre elles par des autoroutes sécurisées récemment construites, dans des voitures aux plaques d'immatriculation jaunes ; les Palestiniens se déplacent avec des plaques d'immatriculation bleues sur des routes sinueuses et délabrées parsemées de centaines de barrages militaires israéliens qui restreignent gravement la liberté de mouvement des Palestiniens.

Les colonies juives sont branchées sur le réseau d'eau national d'Israël et reçoivent suffisamment d'eau pour remplir des piscines alors que les Palestiniens doivent souvent se procurer, pour la consommation domestique, de l'eau livrée par des camions à des coûts très

Ã©levÃ©s.

La Cour SuprÃªme dÃ©IsraÃ«l a avalisÃ© les nombreuses bravades de la politique militaire israÃ©lienne en Cisjordanie qui vont de la confiscation de terres et des dÃ©molitions de maisons Ã la dÃ©tention sans procÃ©s, Ã la construction d'un mur de sÃ©paration ou mur de lâ'apartheid et Ã des assassinats ciblÃ©s, de la torture de prisonniers palestiniens et Ã bien d'autres choses.

En plus de cinquante ans, la Cour a rarement donnÃ© satisfaction, aux plaignants palestiniens et a au contraire contribuÃ© Ã masquer les pratiques les plus abusives.

Les responsables Ã©lus devraient plaider pour que soit mis fin Ã lâ'occupation militaire de la Cisjordanie.

10. Ã© quoi ressemble la situation des Palestiniens de JÃ©rusalem ?

JÃ©rusalem est sainte pour le judaÃªme, la chrÃ©tientÃ© et lâ'islam et câ'est le site de sanctuaires chÃ©ris par chacune des religions. Sur la base de cette reconnaissance, le plan de partage de la Palestine de lâ'ONU en 1947 prÃ©voyait une administration internationale de la citÃ© qui nÃ©tait attribuÃ©e ni Ã lâ'Ã©tat juif ni Ã lâ'Ã©tat palestinien proposÃ©s.

Les milices sionistes se sont emparÃ©es de la moitiÃ© Ouest de la ville en 1948, puis ont pris la moitiÃ© Est Ã la Jordanie en 1967 et prÃ©tendu les unifier sous le rÃ©gime juridique israÃ©lien. Mais la souverainetÃ© juridique sur les deux moitiÃ©s de la citÃ© reste Ã ce jour irrÃ©solue aux yeux de nombreuses nations, raison pour laquelle elles ont Ã©tabli leurs ambassades Ã Tel Aviv et non Ã JÃ©rusalem.

Lorsque IsraÃ«l a pris le contrÃ´le de JÃ©rusalem Est, il a aussi Ã©tendu les limites municipales en y incluant 28 villages de Cisjordanie.

Les habitants palestiniens dont le nombre atteint aujourd'hui 428,000, ont Ã©tÃ© dotÃ©s d'un statut proche de celui de rÃ©sident permanent, leur donnant le droit de voter aux Ã©lections municipales mais pas aux Ã©lections nationales israÃ©liennes. Une petite minoritÃ© a souhaitÃ© avoir la nationalitÃ© israÃ©lienne et lâ'a reÃ©ue.

IsraÃ«l a engagÃ© depuis 1967 une campagne conjointe de Ã© judaÃªsation Ã© et de garantie de contrÃ´le permanent sur la ville. Les composantes de cette campagne incluent lâ'Ã©dification d'un anneau de colonies juives entourant la partie Est de la ville, qui dÃ©connecte les Palestiniens de la ville, de villes et villages alentour ; empÃªche la plupart des Palestiniens de Cisjordanie de pÃ©nÃ©trer dans la ville, y compris pour prier ; limite fortement les permis de construire pour de nouvelles constructions palestiniennes, parallÃ©lement Ã la dÃ©molition de maisons palestiniennes ; dÃ©place des Palestiniens au bÃ©nÃ©fice de colons juifs, comme Ã Sheikh Jarrah ou dans des parcs archÃ©ologiques mettant en avant lâ'histoire juive, comme Ã Silwan ; refuse aux Palestiniens le droit de rÃ©sidence s'ils ne peuvent pas prouver que JÃ©rusalem est leur Ã© centre de vie Ã© ; ferme d'importantes institutions palestiniennes ; et bien d'autres choses.

LÃ©attachement des juifs Ã JÃ©rusalem est rÃ©el et devrait Ãªtre respectÃ©. Mais leur attachement nÃ©est pas supÃ©rieur Ã celui des chrÃ©tiens ou des musulmans. Les Ã©lus devraient faire en sorte que JÃ©rusalem soit une ville ouverte afin que toutes les traditions religieuses puissent y prier et

pratiquer l'égalité.

11. Qui sont les acteurs-clef de la politique palestinienne ?

L'Organisation de Libération de la Palestine (OLP), organisation fondée en 1964 en unissant des organisations de la résistance armée et des partis politiques à un certain nombre d'organisations de la société civile palestinienne, a acquis une reconnaissance internationale comme « unique représentant légitime du peuple palestinien » au milieu des années 1970. L'OLP a reflété les espoirs et les désirs de la plupart des Palestiniens pendant les deux décennies suivantes.

L'OLP a aussi lancé une initiative qui a partiellement réussi pour la reconnaissance de l'état de Palestine ; celui-ci a été accepté comme état observateur non-membre aux Nations Unies en 2012 et il est maintenant reconnu par 138 des 193 membres de cette entité.

L'OLP a cependant perdu de son importance, principalement à cause des « Accords d'Oslo ». C'est le nom donné à une série d'accords entre l'OLP et Israël à partir de 1993, dont beaucoup espéraient qu'ils conduiraient à l'établissement d'un état de Palestine indépendant de celui d'Israël.

Les accords ont aussi établi une Autorité Palestinienne (AP), supposément temporaire jouissant de pouvoirs limités sur la bande de Gaza et sur des parties de la Cisjordanie. L'AP était dominée par le Fatah, le plus grand parti politique palestinien laïque et nationaliste, qui a conduit les Palestiniens dans les négociations et dans le « processus de paix » au début.

En 2006, des élections libres et régulières pour la branche législative de l'AP ont donné la victoire au Hamas, le « Mouvement de la Résistance Islamique » fondé en 1987, opposé au processus de paix, qui a au contraire prôné la lutte armée en vue d'instaurer un régime islamique sur toute la Palestine.

Une minorité de Palestiniens soutient effectivement le programme islamiste du Hamas ; elle a été déçue par la corruption et l'incompétence de la direction de l'AP par le Fatah et par les échecs du « processus de paix » à conduire à un état palestinien.

Le Fatah n'a jamais accepté sa défaite électorale et, en 2007, a tenté, avec le soutien des USA de chasser par les armes le Hamas de sa base dans la bande de Gaza. Le Hamas s'est défendu et l'a emporté ; depuis, il assure le gouvernement interne de la bande de Gaza, tandis que cette zone est restée en dernière analyse sous le contrôle d'Israël. L'AP dirigée par le Fatah a maintenu son autorité limitée sur certaines parties de la Cisjordanie (comme noté plus haut, Israël contrôle le reste).

Les citoyens palestiniens d'Israël n'ont pas le droit d'adhérer à des partis politiques palestiniens extérieurs comme le Hamas ou le Fatah. Un certain nombre de partis politiques palestiniens ont émergé en Israël, de groupes progressistes de gauche comme la Liste Unique jusqu'au Raam islamiste conservateur.

Au fil du temps, l'AP a éclipsé l'OLP et aujourd'hui il n'y a pas de parti ou d'institution qui représente les Palestiniens. Beaucoup de Palestiniens voient aujourd'hui

lâ??AP comme le Â« sous-traitant dâ??IsraË«l pour la sË©curitË© Â», plus dË©diË© Â protË©ger les colons israË©liens quâ??Ë dË©fendre les droits des Palestiniens ; ils appellent Â une renaissance de lâ??OLP. Le premier mandat du trË©s impopulaire prË©sident de lâ??AP, Mahmoud Abbas, a pris fin en 2009 et depuis, il a annulË© toutes les Ë©lections.

En mai 2021, des communautË©s palestiniennes dans le monde entier ont surmontË© leur fragmentation gË©ographique et politique et ont manifestË© leur solidaritË© avec ceux de leur peuple confrontË©s Â des dË©placements forcË©s Â JË©rusalem Est, aux bombardements Â Gaza et Â la police militarisË©e en Cisjordanie. Certains ont nommË© cela Â« le soulË©vement de lâ??unitË© Â».

Des groupes non-partisans comme la GË©nË©ration pour le Nouveau DË©mocratique, dirigË© par de jeunes Palestiniens non affiliË©s aux partis politiques, luttent pour recrË©er une direction plus unifiË©e, dË©mocratique et reprË©sentative.

La politique Ë©tatsunienne devrait soutenir les initiatives palestiniennes orientË©es vers lâ??unitË© politique et la dË©mocratie et sâ??opposer Â lâ??utilisation de lâ??aide pour le renforcement de lâ??AP illË©gitime. Des accords durables ne peuvent Ë©tre atteints quâ??avec un consensus dË©mocratique de tous les segments du peuple palestinien.

12. Quâ??en est-il de la solution Â deux Ë©tats ?

La solution Â deux Ë©tats a Ë©tË© largement considË©rË©e pendant un temps comme une voie vers la paix â?? en dË©pit du fait quâ??IsraË«l aurait reË©u 78% de la terre et les Palestiniens qui sont Â peu prË©s Ë©gaux en nombre aux IsraË©lien.ne.s juif.ve.s (sans mË©me compter les rË©fugiË©s palestiniens Â lâ??extË©rieur), seulement 22%.

IsraË«l a pourtant Ë©crasË© toute possibilitË© dâ??un Ë©tat palestinien vË©ritablement souverain en sâ??emparant de terres palestiniennes Â JË©rusalem Est et en Cisjordanie pour y Ë©tablir des colonies uniquement juives, en violation du droit international.

Durant le soi-disant â??processus de paix Â», IsraË«l a accru le nombre de ses colons jusquâ??Ë prË©s de 700 000 dans des centaines de colonies illË©gales en Cisjordanie, laissant 167 Ë©lots de terre Â un contrË©le palestinien partiel. Parce quâ??IsraË«l a clairement pour objectif de continuer sa colonisation de la Cisjordanie et quâ??aucune force politique externe ne peut ou ne veut lâ??arrË©ter, le nombre de colons augmente dâ??annË©e en annË©e.

Aujourdâ??hui, le gouvernement israË©lien ne prË©tend plus soutenir une solution Â deux Ë©tats et il est catË©goriquement opposË© Â la crË©ation dâ??un Ë©tat palestinien viable ; il choisit ainsi la colonisation illË©gale en vue dâ??un apartheid permanent comme politique officielle.

La tendance des reprË©sentants Ë©tatsuniens Â soutenir du bout des lË©vres une solution Â deux Ë©tats qui nâ??est pas plausible, avec un refus dâ??exposer la responsabilitË© et les consË©quences spË©cifiques de lâ??occupation israË©lienne, est une faË©on dâ??endosser de facto le statu quo de lâ??occupation et de lâ??apartheid israË©liens. Ce nâ??est pas la base dâ??une paix bË©tée sur la justice. Pas plus quâ??un retour aux nË©gociations qui ne font que couvrir lâ??avancË©e du colonialisme de peuplement dâ??IsraË«l en Cisjordanie.

13. La solution Â un seul Ë©tat est-elle rË©aliste ?

Comme ailleurs, la justice et les droits humains sont les pierres angulaires d'une paix durable en Israël/Palestine.

Certains ont observé que l'occupation par Israël de la Cisjordanie et de la bande de Gaza en 1967, réunifiant toute l'ancienne Palestine mandataire, a initié une « réalité » dans la région. Israël était le seul à exercer de véritables pouvoirs souverains sur l'ensemble du territoire, même s'il le faisait par le biais d'une combinaison d'administrations civiles et militaires. Les Juifs israéliens sont les seuls à jouir des pleins droits de citoyenneté dans cette réalité d'un seul État, quel que soit l'endroit où ils y résident.

En d'autres termes, nous avons d'État unique, bien qu'il soit actuellement régi par les principes de l'apartheid. La démocratisation de cet État unique éviterait les complications d'une partition des frontières n'auraient pas à être tracées, Jérusalem pourrait rester unifiée, et les colons Juifs pourraient rester en Cisjordanie (mais dans des implantations sans ségrégation) et par conséquent, il pourrait être créé de façon plus réaliste qu'avec deux États.

Certains Palestiniens soutiennent la solution d'un seul État, par principe, ou simplement parce qu'ils reconnaissent qu'aucune autre solution n'est possible de façon réaliste. Si un certain nombre de Juifs Américains et israéliens soutiennent la solution d'un État unique, d'autres craignent soit la perte des privilèges Juifs, soit des représailles par les Palestiniens.

Des craintes similaires animaient les Afrikaners blancs avant la fin de l'apartheid en Afrique du Sud, et pourtant les représailles n'ont jamais eu lieu et la fin de l'apartheid a permis aux Africains du Sud de faire un pas de géant vers la justice. Juifs et Palestiniens ont vécu ensemble pacifiquement dans le passé, et ils peuvent le faire à nouveau, quand les fondements de leur relation ne sont pas la domination/oppression mais le respect mutuel et l'égalité.

Bien que ce ne soit pas le rôle des politiciens des États-Unis de dicter des solutions aux autres, une majorité des Américains soutiennent une solution d'un seul État basée sur l'égalité des droits si une solution à deux États n'est plus réalisable. Les responsables Américains doivent insister pour que, quel qu'il soit, le cadre politique choisi par les parties consacre la justice et l'égalité des droits pour tous.

14. Quelle est l'importance du mouvement BDS ?

Les boycotts sont des moyens non violents supplémentaires par lesquels des citoyens peuvent inciter les gouvernements à respecter les droits civils et humains. Aux États-Unis, en Afrique du Sud, et ailleurs, les boycotts ont joué un rôle considérable dans les luttes populaires.

Le mouvement pour les Boycotts, Désinvestissement et les Sanctions (« BDS ») a commencé en juillet 2005, quand 170 organisations de la société civile palestinienne ont lancé un appel à la solidarité internationale pour faire pression en faveur du BDS afin d'obliger Israël à respecter ses obligations internationales, à savoir : 1) instaurer l'égalité des droits pour ses citoyens palestiniens ; 2) respecter le droit au retour des réfugiés palestiniens dans leurs foyers ; et 3) mettre fin à son occupation de la Cisjordanie et de la bande de Gaza. Le boycott s'exerce sur les institutions israéliennes, pas sur les personnes.

Les boycotts aux États-Unis sont des discours politiques protégés en vertu du Premier amendement, et les tentatives visant à décourager ou à pénaliser un boycott d'Israël sont inconstitutionnelles.

Pourtant, cela n'a pas empêché des forces politiques rétrogrades de faire pression au niveau de l'état et aux niveaux fédéraux en faveur de projets de loi qui pénalisent ou stigmatisent le BDS dans le cas de la Palestine. Soutenir le droit de boycotter Israël ne devrait pas être controversé pour quiconque soutient la liberté d'expression, la protestation non violente, et la Constitution des États-Unis.

Certains politiciens aux États-Unis ont refusé de soutenir le BDS, mais il est très difficile d'y discerner une justification de principe. Les partisans d'Israël dans ce pays ont fait de l'opposition au BDS une mise à l'épreuve, allant jusqu'à prétendre que le BDS est antisémite.

La crainte d'accusations incendiaires aussi injustes et infondées ne devrait pas décourager les responsables élus de soutenir l'un des rares moyens non violents efficaces de protestation dont disposent les Palestiniens.

15. Est-ce que l'antisionisme ou la critique des politiques israéliennes sont antisémites ?

Le sionisme était un mouvement nationaliste séculier juif qui est né en Europe au XIXe siècle en réponse à la persécution des juifs par les chrétiens européens. Il s'est finalement fixé sur l'objectif d'établir un état juif en Palestine et sert aujourd'hui d'idéologie dominante pour Israël.

En tant que programme politique, le sionisme a toujours eu des supporters, aussi bien juifs que non-juifs, et des opposants, aussi bien juifs que non-juifs.

De fait, il y a une longue histoire de soutien antisémite envers le sionisme, du Secrétaire des Affaires étrangères britannique Lord Balfour, qui voyait au XIXe siècle le sionisme comme un moyen de détourner de l'Angleterre vers la Palestine l'immigration de juifs progressistes d'Europe de l'Est, jusqu'au suprématiste blanc Richard Spencer, qui exprime son admiration pour Israël et s'est qualifié lui-même de « sioniste blanc ».

Les Palestiniens s'opposent au sionisme parce qu'il a détruit leur société et a tué, mutilé ou ruiné les vies d'innombrables Palestiniens et continue à le faire. D'autres s'opposent au sionisme pour le simple fait que créer un état pour un seul groupe ethnique ou religieux dans une société diversifiée est nécessairement raciste.

L'antisémitisme est la haine contre les juifs en tant que juifs et comme toute forme de racisme est détestable et doit être condamné, on doit s'y opposer où qu'il apparaisse.

Des accusations d'antisémitisme sans fondement contre ceux qui s'opposent au sionisme et/ou aux politiques et aux pratiques d'état israéliennes, cependant, obscurcissent les dangers réels du nationalisme blanc en hausse et affaiblissent la lutte antiraciste.

Les responsables Américains devraient s'opposer à toutes les tentatives de marquer injustement les critiques d'Israël et du sionisme comme antisémites, tout en dénonçant en même temps l'antisémitisme réel et son augmentation chez les suprématistes blancs.

16. Y-a-t-il une alliance naturelle entre BIPOC et les Palestiniens ?

Oui. Noirs et Autochtones américains d'un côté, et Palestiniens de l'autre, se sont reconnus des affinités et se sont offert une solidarité mutuelle depuis des décennies, remontant aux premiers jours des mouvements pour les droits civiques et le pouvoir noir et autochtone des années 1960.

Les dirigeants des Black Panthers comme Fred Hampton ont vu les Palestiniens comme faisant partie d'une opposition globale au racisme, à l'impérialisme et au capitalisme prédateur. Les dirigeants noirs se sont aussi inquiétés de la discrimination d'Israël contre les juifs noirs (d'Éthiopie et d'ailleurs) et du traitement sévère des demandeurs d'asile africains.

La synergie entre Américains noirs et Palestiniens a été re-fortifiée dans les années récentes quand des militants aux États-Unis et en Palestine se sont reconnus des liens encore plus organiques entre eux. C'est particulièrement vrai des efforts pour mettre fin à la militarisation de la police qui a été favorisée par l'entraînement actif des forces de l'ordre des États-Unis par Israël.

Les Palestiniens étaient parmi les premiers à exprimer leur solidarité avec les manifestants de Ferguson en 2014, tout en leur offrant des conseils sur la manière de se débrouiller avec les gaz lacrymogènes et d'autres tactiques policières de répression. Des Palestiniens étaient aussi présents à la manifestation de Standing Rock en 2016 contre l'oléoduc Dakota Access.

Les principes primordiaux unissant les luttes BIPOC et palestiniennes sont l'antiracisme et la quête pour la justice et les droits égaux pour tous les êtres humains, indépendamment de leur couleur de peau ou de leurs croyances.

Les responsables Américains devraient saluer les efforts pour renforcer la solidarité entre BIPOC et Palestiniens aux États-Unis et en Palestine.

17. Est-ce qu'Israël est progressiste en ce qui concerne les droits des gays ?

Des attitudes patriarcales et homophobes sont présentes dans les deux sociétés, palestinienne et israélienne, bien que les responsables israéliens vantent fréquemment l'atmosphère tolérante de Tel Aviv comme si cela justifiait la violence d'Israël contre le peuple palestinien. Cette pratique a été dénoncée par les Palestiniens gays progressistes et d'autres comme étant du « pinkwashing ».

Israël a menacé d'exposer des Palestiniens gays, souvent en exploitant l'information rassemblée via une surveillance électronique sans mandat, exigeant qu'ils donnent des informations sur leur famille, leurs amis et leurs voisins, et ajoutant ainsi au fardeau des queers palestiniens à la recherche d'une vie pleine et libre dans leur pays natal.

Les sociétés militaires et l'oppression coloniale ont souvent nourri la misogynie et l'homophobie. Les féministes israéliennes dénoncent la misogynie d'Israël et la relient au statut trans de l'armée dans leur société. Les Israéliennes juives et les queers palestiniens auront une meilleure occasion d'accéder à la justice, à la dignité et à la liberté, quand Israël sera décolonisée et les hommes et femmes israéliens et palestiniens seront tous libres.

Les responsables élus peuvent célébrer les libertés obtenues par la communauté LGBTQ israélienne juive tout en s'opposant à la fois à l'exploitation par Israël des queers palestiniens et à l'homophobie à l'intérieur de la société palestinienne.

18. Les récents accords de paix d'Israël avec plusieurs pays arabes sont-ils un pas dans la bonne direction ?

Pas vraiment. D'un côté, la paix est toujours la bienvenue. Mais les accords ont été conclus à un moment où les violations des droits des Palestiniens par Israël deviennent plus graves, sans aucune demande pour que ces violations cessent.

L'idée derrière les accords semble être de montrer qu'Israël peut avoir le beurre et l'argent du beurre – en d'autres termes, parvenir à la paix avec le monde arabe tout en continuant sa prise de contrôle coloniale de la Cisjordanie et en maintenant ses politiques d'apartheid par rapport à tous les Palestiniens, sans en subir les conséquences.

Ce n'est pas un accident si les accords ont été conclus avec le Bahreïn, les Émirats arabes unis, le Soudan et le Maroc – tous États arabes répressifs, qui ont reçu diverses récompenses de la part des États-Unis, y compris, dans le cas des Émirats arabes unis, la promesse de leur vendre des avions de combat F-35. Cela ressemble plus à une alliance militaire entre États antidémocratiques qu'à une étape pour inaugurer une paix authentique.

Nous pouvons soutenir des accords entre Israël et les États arabes qui soutiennent réellement la paix et ne se privent pas d'inciter Israël à respecter les droits des Palestiniens.

19. À la lumière de tout cela, qu'est-ce qui explique la politique des États-Unis envers Israël et les Palestiniens ?

Un lobby pro-Israël bien organisé et bien financé, exemplifié par l'American Israel Public Affairs Committee (AIPAC), explique en partie notre soutien inconditionnel d'Israël.

Beaucoup d'organisations pro-Israël ont aussi travaillé pendant des décennies pour cultiver une image positive d'Israël dans l'opinion publique occidentale, à travers des médias d'information et par l'éducation, tout en promouvant simultanément des images négatives des Palestiniens, des Arabes et des musulmans plus généralement.

Mais il est peu probable que le « Lobby » aurait gagné l'influence qu'il parvient à exercer à Washington (un ancien responsable de l'AIPAC s'est vanté une fois qu'il pouvait obtenir les signatures de soixante-dix sénateurs sur une serviette de table en 24 heures), s'il agissait en opposition à d'autres intérêts puissants – en particulier l'industrie des armes des États-Unis et son allié, l'establishment de la politique étrangère belliciste.

L'aide militaire à Israël est recyclée dans l'économie américaine par l'exigence que Israël dépense la majeure partie de son aide dans des armements faits aux États-Unis. Boeing, General Dynamics, Lockheed, Raytheon et d'autres importants fabricants d'armes américains ont largement profité de ce transfert indirect de l'argent des contribuables des États-Unis.

Depuis les années 1970, les évangéliques chrétiens ont ajouté du muscle électoral à la coalition pro-Israël à l'intérieur des États-Unis. Les évangéliques chrétiens ont été accueillis en Israël et ont été activement courtisés par les politiciens des États-Unis.

Nous avons besoin d'urgence de politiques vis-à-vis d'Israël/Palestine et du reste du monde dont les priorités sont la paix, la justice, l'égalité et les droits humains pour tous et toutes, et qui soutiennent la reddition de comptes pour les violations des droits humains à chaque fois qu'elles ont lieu et où elles aient lieu. L'aide militaire ou les ventes d'armes à tout État qui viole les droits humains, y compris Israël, l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, devraient cesser. Alimenter la mort et la destruction à l'étranger ne fait rien pour aider les familles de travailleurs aux États-Unis.

20. Quel est l'essentiel à dire sur cette question aux responsables élus ?

Les responsables élus des États-Unis ne peuvent plus se permettre de tolérer des politiques rétrogrades vis-à-vis d'Israël/Palestine. Nos intérêts en tant que nation, pour ne pas mentionner ceux de près de 14 millions d'êtres humains vivant actuellement en Israël/Palestine, seront mieux servis par des politiques qui promeuvent la justice et les droits égaux pour tous et toutes, à l'intérieur de nos frontières et aussi bien à l'extérieur.

Ressources supplémentaires :

L'Institut pour comprendre le Moyen-Orient [Institute for Middle East Understanding, IMEU] : <https://imeu.org>. L'IMEU produit des vidéos et des graphiques pour expliquer et contextualiser Palestine-Israël, lancer les journalistes sur des actualités et relier les journalistes des Palestiniens aux États-Unis et en Palestine pour commenter les informations du jour.

Mondoweiss : <https://mondoweiss.net>: Mondoweiss est un site d'actualités progressiste consacré à suivre les informations en Palestine-Israël et leurs effets aux États-Unis. Ils publient des reportages originaux sur le terrain, des analyses par des universitaires et des comptes rendus sur le mouvement de solidarité avec la Palestine.

+972 Magazine : <https://www.972mag.com> : +972 Magazine est un magazine indépendant en ligne basé en Palestine-Israël qui produit des reportages d'investigation et des analyses sur les évolutions dans la région.

Jewish Currents : <https://jewishcurrents.org> : Un magazine qui publie en ligne et en version papier, Jewish Currents est focalisé sur la riche tradition de pensée, d'activisme et de culture de la gauche juive, ainsi que sur des reportages d'investigation originaux sur les développements en Palestine-Israël et la politique de la Palestine aux États-Unis.

The Journal of Palestine Studies : <https://online.ucpress.edu/jps> : Premier centre universitaire d'Échanges sur la Palestine, le Journal of Palestine Studies offre des Études universitaires et historiques incisives sur la politique, l'économie et la culture palestiniennes.

Source : [The IMEU](#)

Traduction J.Ch, SF, BP et CG pour l'Agence Média Palestine

Tags

1. faq
2. george Bisharat
3. guide
4. guide politique
5. Mondoweiss
6. questions/réponses
7. The IMEU

date création

2022/01/11